

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 27 juillet 2026

2,1 milliards de personnes toujours privées d'eau potable : trois organisations appellent à la mobilisation avant la Conférence de l'ONU sur l'eau

Seize ans après que l'ONU a reconnu l'eau potable comme un droit humain fondamental, la crise s'aggrave : 2,1 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 3,4 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires de base, des chiffres en hausse par rapport à 2010.

L'Agora des Habitants de la Terre, le Collectif Bassines Non Merci ! et Rise For Climate, avec la collaboration de Vital asbl, dénoncent l'incapacité des gouvernements à concrétiser ce droit, et appellent les mouvements citoyens, les syndicats et la société civile à se mobiliser avant l'importante Conférence de l'ONU sur l'eau, prévue en décembre 2026.

Les trois organisations pointent une faillite des priorités : loin d'investir dans l'eau potable et l'assainissement, les groupes dominants ont donné la priorité à l'armement, jusqu'à dépenser 2 900 milliards de dollars en 2025 selon le SIPRI (Institut de recherche sur la paix de Stockholm) — les États-Unis, la Chine et la Russie en tête. En Europe, sous la pression du lobby minier, la Commission européenne a ouvert la porte à une dérégulation de la directive-cadre sur l'eau, qui protégeait la qualité de l'eau du continent depuis 25 ans. Le déni et l'inaction climatique accentuent par ailleurs les sécheresses et les pénuries à travers le monde, attisant les conflits liés à l'eau.

En cette période dramatique de canicules qui touchent fortement l'Europe de l'Ouest, nous dénonçons l'absence de politiques publiques indispensables au rechargement des nappes phréatiques, dont l'assèchement menace la disponibilité en eau, que ce soit pour l'agriculture, les ménages ou les pouvoirs publics.

La ressource elle-même est par ailleurs de plus en plus financiarisée : depuis son entrée à la bourse de Chicago en 2020, l'eau attire des marchés financiers avides de profiter de sa raréfaction.

Cette situation s'inscrit en rupture directe avec l'engagement pris par la communauté internationale le 28 juillet 2010. Ce jour-là, après plus de quinze ans de débats et sous la pression des mouvements sociaux, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait, à l'initiative de la Bolivie, une résolution reconnaissant que « le droit à une eau potable propre et de qualité et à des installations sanitaires est un droit de l'homme, indispensable à la pleine jouissance du droit à la vie » — votée par 122 pays, contre 41 abstentions. Le texte s'appuyait alors sur un constat déjà alarmant : 884 millions de personnes sans eau potable de qualité, 2,6 milliards sans installations sanitaires, et environ deux millions de morts chaque année — pour la plupart de jeunes enfants — des suites de maladies liées à une eau impropre à la consommation.

Face à ces multiples formes de prédation d'un bien commun public mondial essentiel à la vie, l'Agora des Habitants de la Terre, le collectif Bassines Non Merci ! et Rise For Climate appellent à une double mobilisation : obliger les gouvernements et les oligarchies du monde des affaires et de la finance à concrétiser enfin le droit à l'eau pour toutes et tous, et sensibiliser l'opinion publique aux dangers que court la planète si la Conférence de l'ONU sur l'eau de décembre 2026 s'abandonne aux seuls intérêts financiers et technocratiques qu'esquissent déjà ses documents préparatoires.

S'il n'est jamais tard pour agir, l'urgence sonne à la porte.



À propos de l'Agora des Habitants de la Terre**

[Organisation fondée par Riccardo Petrella, portant la revendication d'un Contrat Mondial de l'Eau et d'une politique planétaire de l'eau.]



À propos du Collectif Bassines Non Merci !

[Collectif citoyen mobilisé contre l'accaparement de la ressource en eau par l'agro-industrie et qui lutte contre la construction des méga-bassines pour l'irrigation agricole en France]



À propos de Rise For Climate

[Mouvement citoyen pour la justice climatique, organisateur de mobilisations en Belgique.]



Valise à idée pour la terre et actions locales. Analyse des politiques agricoles et promotion de l'agroforesterie.